

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

Quatrième trimestre 2025

La fin de l'année 2025 s'achève sur un bilan globalement positif pour la Polynésie française. Sur l'ensemble de l'année, l'indicateur du climat des affaires s'est maintenu au-dessus de sa moyenne de long terme, témoignant de la confiance des chefs d'entreprise et du dynamisme de l'économie. La hausse des prix à la consommation reste contenue alors que le marché du travail confirme sa vitalité, notamment dans les secteurs de la construction et des services.

Les perspectives pour l'année 2026 sont prometteuses. L'économie devrait profiter de la hausse de la production de crédits à l'équipement de 2025, d'autant que les chefs d'entreprise de tous les secteurs prévoient d'investir. Le secteur tertiaire, en particulier, se projette sur une hausse de l'activité et des embauches en début d'année.

Changement méthodologique de l'enquête de conjoncture

À partir du 4^e trimestre 2025, l'enquête de conjoncture trimestrielle de l'IEOM a été enrichie afin d'intégrer de nouvelles modalités de réponse. Jusqu'alors les questions proposaient trois modalités de réponse (par exemple : *en baisse, stable ou en hausse*), elles en proposent désormais cinq (par exemple : *en forte baisse, en légère baisse, stable, en légère hausse, en forte hausse*). Ce changement permet de capter avec plus de finesse et de précision le ressenti des chefs d'entreprise et ainsi d'améliorer la capacité de l'indicateur du climat des affaires à refléter ce dernier.

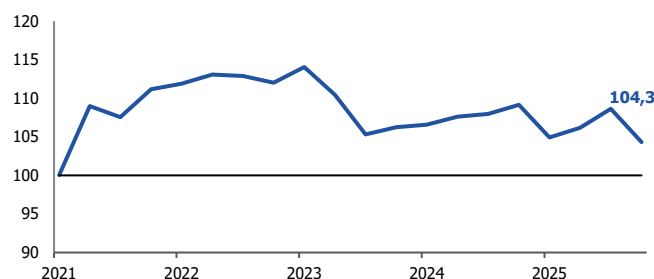
Une fin d'année prometteuse pour l'économie polynésienne

Un climat des affaires robuste

Au quatrième trimestre 2025, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'élève à 104,3, soit une baisse de 4,3 points par rapport au trimestre précédent. Malgré ce recul, l'ICA se maintient au-dessus de sa moyenne de long terme, suggérant un optimisme persistant parmi les chefs d'entreprise interrogés.

Cette évolution s'explique principalement par une moindre satisfaction vis-à-vis du dernier trimestre de l'année, durant lequel l'activité s'est avérée moins dynamique que prévu, entraînant notamment une contraction des embauches. À court terme, les chefs d'entreprise anticipent une reprise modérée de leur activité, mais la prudence reste de mise.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100=moyenne de longue période)

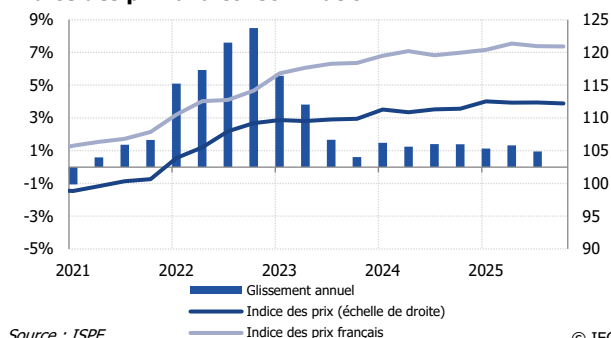


Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

© IEOM

Une inflation maîtrisée sur l'année

Indice des prix à la consommation



À fin décembre 2025, l'indice des prix à la consommation (IPC) en Polynésie française augmente de 0,7 % en glissement annuel. Cette évolution est principalement expliquée par la hausse des prix des produits alimentaires (+2,7 %) et celle des dépenses liées au logement (+1,5 %).

Certains secteurs affichent même des prix en baisse comme ceux de l'habillement (-4,7 %), des transports (-2,0 %) et des communications (-0,5 %).

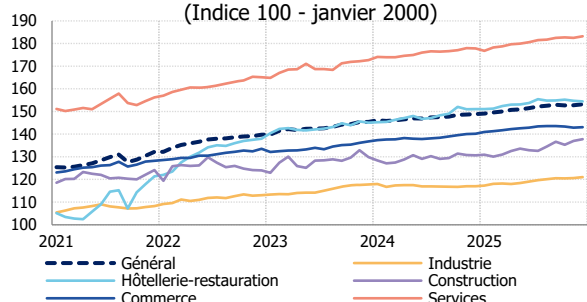
L'index BTP progresse de 0,8 % par rapport à décembre 2024, dans un contexte de stabilité globale des prix des matériaux.

Un marché du travail performant

Sur les trois derniers mois de l'année 2025, l'indice de l'emploi salarié marchand croît de 2,9 % en glissement annuel. Cette hausse est en premier lieu attribuable au secteur secondaire : construction (+5,5 %) et industrie (+3,5 %). L'emploi a également été porteur dans le secteur tertiaire : hôtellerie-restauration (+2,2 %), commerce (+2,1 %) et autres services (+3,0 %).

Le marché du travail en Polynésie française est robuste sur la fin de l'année 2025, quel que soit le secteur d'activité considéré. À fin septembre, les effectifs salariés progressent de 3,4 % sur un an, le secteur primaire et le BTP ayant enregistré les hausses les plus importantes (+5,0 % et +4,7 % respectivement).

Indice de l'emploi salarié (Indice 100 - janvier 2000)



Consommation atone du côté des ménages

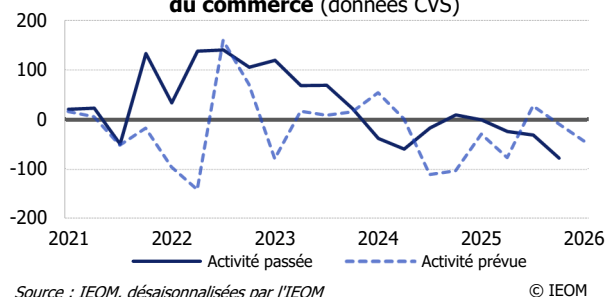
Au quatrième trimestre 2025, la production de prêts à la consommation à destination des ménages recule pour atteindre 13,8 milliards XPF, soit une baisse 7,8 % en glissement annuel. Sur la même période, les importations de biens destinés aux ménages diminuent : -2,8 % pour

les produits alimentaires et -9,2 % pour les biens de consommation (hors alimentaire).

Ces évolutions se reflètent du côté des dirigeants du secteur du commerce. Parmi ceux interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEOM, plus d'un tiers fait état d'une activité moins dynamique sur le trimestre.

Pour le début de l'année 2026, les commerçants ne s'attendent pas à une amélioration de leurs ventes. Ils prévoient une activité atone, mais qui ne devrait pas dégrader leur trésorerie à court terme.

Solde d'opinion de l'activité dans le secteur du commerce (données CVS)



Investissements : des résultats encourageants pour 2026

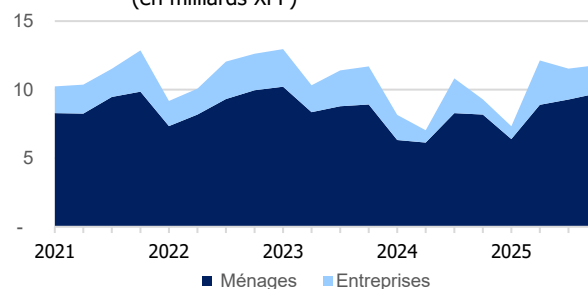
Selon l'enquête de conjoncture de l'IEOM relative au quatrième trimestre 2025, 40 % des chefs d'entreprise interrogés envisagent d'investir plus en 2026 par rapport à 2025, tandis que la moitié prévoit un niveau d'investissement stable.

La production de crédits à l'équipement des entreprises en témoigne et s'élève à 13,8 millions de XPF sur le trimestre, soit une hausse de 12,3 % sur un an. Alors qu'en 2024, la production de ces crédits avait fortement chuté (-35,1 % par rapport à 2023), elle semble avoir retrouvé une bonne dynamique en 2025 avec une production annuelle dépassant les 40 milliards XPF (+7,6 % par rapport à 2024).

De façon similaire, l'investissement du côté des ménages est bien orienté. Sur les trois derniers mois de 2025, la production de crédits immobiliers augmente de 18,8 % sur un an, pour atteindre 9,7 milliards XPF. Sur l'ensemble de l'année 2025, la production de ces crédits dépasse les 34 milliards XPF, soit une hausse de 18,5 % par rapport à 2024.

En agrégeant l'ensemble des agents économiques, la production de prêts immobiliers bondit de 21,2 % sur l'année, par rapport à 2024.

Production de crédits immobiliers (en milliards XPF)



Un climat économique contrasté, entre boom touristique et prudence du côté du secteur secondaire

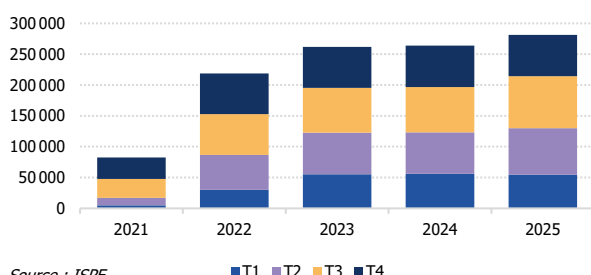
Nouveau record annuel pour le tourisme

En 2025, la Polynésie française enregistre un nouveau record de fréquentation touristique en accueillant plus de 281 200 touristes (contre 263 800 en 2024, précédente année record). Avec 53 960 croisiéristes (+3,5 % par rapport à 2024), la proportion de croisiéristes se maintient autour de 20 %.

Au dernier trimestre 2025, la fréquentation touristique s'élève à 66 943 touristes. Le tourisme terrestre comme maritime est stable par rapport au dernier trimestre 2024.

Fréquentation touristique

(nombre de touristes par trimestre cumulé)



Source : ISPF

© IEOM

Pour le début de l'année 2026, les hôteliers interrogés par l'IEOM anticipent une reprise de leur activité, les incitant à consolider leurs effectifs et à ajuster leurs tarifs à la hausse. Après plusieurs mois d'incertitudes, ils prévoient d'investir et accentuent leur recours à l'endettement (hausse de 33,3 %¹ des crédits dans le secteur de l'hébergement-restauration entre fin 2025 et fin 2024). Plusieurs établissements ont déjà annoncé d'importants travaux de rénovation.

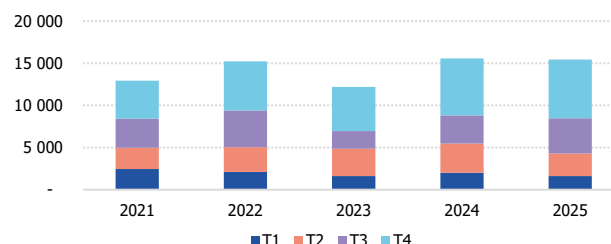
Une fin d'année contrastée pour le secteur secondaire

L'année 2025 s'achève sur une note mitigée pour les chefs d'entreprise du secteur secondaire (BTP, industrie). Après un quatrième trimestre marqué par une activité légèrement moins dynamique que prévu, les dirigeants du BTP restent prudents et n'anticipent pas d'évolution majeure pour la nouvelle année. Ils bénéficient tout de même d'une demande dynamique de la part des ménages qui, tout au long de l'année 2025, se sont endettés pour financer leurs projets immobiliers.

Concernant le secteur des travaux publics, les chantiers de grande ampleur se poursuivent. Au quatrième trimestre 2025, les dépenses publiques liquidées sont comparables à celles observées fin 2024 et atteignent 6 955 millions XPF (+2,9 % sur un an). Cette hausse est attribuable à la Direction de l'Équipement, dont les dépenses liquidées ont progressé de 5,5 % par rapport au dernier trimestre de l'année 2024.

Dépenses publiques liquidées

(données brutes, en millions XPF)



Sources : Aviation civile, DES, Direction de l'Équipement

© IEOM

Du côté du secteur industriel, les dirigeants interrogés par l'IEOM font état d'une contraction de leur activité, associée à une dégradation de leurs tarifs durant la fin de l'année 2025. Toutefois, ils semblent relativement optimistes pour le début de l'année 2026, leurs prévisions d'investissement sur les douze prochains mois demeurant favorables.

Un trimestre moins favorable au secteur perlier

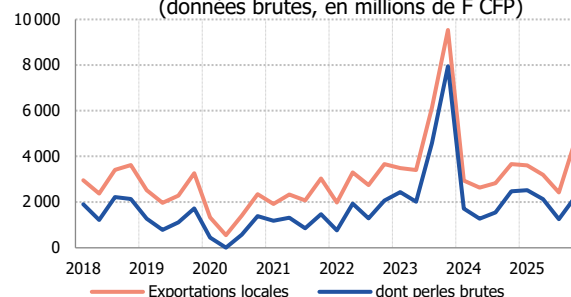
La fin de l'année 2025 a été décevante pour les exportateurs de perles brutes. Par rapport au quatrième trimestre 2024, les exportations de perles brutes ont diminué de 11,0 % pour atteindre 2 195 millions XPF (soit moins de la moitié des exportations totales).

À l'inverse, les exportations de vanille et de monoï se sont intensifiées durant le trimestre écoulé avec des hausses respectives de 27,0 % et 82,6 % sur un an.

Malgré ces résultats contrastés, les dirigeants du secteur primaire interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture sont globalement satisfaits du trimestre écoulé. Ils témoignent d'une bonne progression de leur activité accompagnée d'une diminution de leurs charges et d'une amélioration de leurs tarifs.

Exportations de produits locaux

(données brutes, en millions de F CFP)



Sources : ISPF, Douanes, désaisonnalisées par l'IEOM

© IEOM

Les chefs d'entreprise sont confiants pour le début de l'année 2026. Ils s'attendent à une activité porteuse, favorable à l'embauche avec des charges stables et une trésorerie en plein essor. Les perspectives d'investissement sont élevées pour la majorité des entreprises du secteur.

¹ Crédits enregistrés au Service central des risques (SCR).

Une stabilisation inégale de l'économie mondiale

Les perspectives de croissance de l'économie mondiale connaissent une légère amélioration. Le FMI (WEO janvier 2026) a révisé à 3,3 % ses anticipations de croissance pour l'exercice 2026 (+0,2 point), avec une perspective de croissance de 3,2 % en 2027. Les tensions nées de la politique douanière américaine se sont apaisées au dernier trimestre 2025, notamment à la faveur d'accords commerciaux conclus avec la Chine. La décision de la Cour suprême des États-Unis du 20 janvier 2026 de déclarer illégaux certains des tarifs douaniers ne dissipe pas l'incertitude, qui reste plus élevée qu'elle ne l'était au début de l'année 2025. Les anticipations d'inflation globale du FMI restent stables, à 3,8 % en 2026 et 3,4 % en 2027.

Les États-Unis sont l'un des principaux contributeurs de ce regain d'optimisme. Les entreprises américaines ont fait preuve de résilience face aux incertitudes nées de la politique douanière américaine, maintenant des chaînes d'approvisionnement agiles. La croissance américaine bénéficie également des importants investissements dans les domaines des technologies de l'information et de la communication et de l'intelligence artificielle. Ce dynamisme se traduit par une hausse de +0,3 point des anticipations de croissance américaine du FMI pour l'exercice 2026, à 2,4 %. Le FMI anticipe au second semestre 2025 une inflation plus soutenue qu'anticipée en juillet, à mesure que l'impact de la hausse des droits de douane se répercute sur les consommateurs.

Les perspectives de croissance de la zone euro restent moins dynamiques que celles des États-Unis. Elles s'élèvent à 1,3 % pour 2026, chiffre globalement stable comparé aux projections communiquées par le FMI en octobre 2025 (+0,1 point).

En France, la croissance ralentit au quatrième trimestre, le PIB augmentant de 0,2 % en volume, après une hausse de 0,5 % au trimestre précédent, selon l'INSEE. Cette décélération procède notamment du moindre dynamisme de la formation brute de capital fixe, qui progresse de +0,3 % contre +0,8 % au troisième trimestre. La consommation des ménages s'accélère, à +0,4 %, contre +0,1 % au troisième trimestre. Les projections macroéconomiques intermédiaires de la Banque de France de décembre 2025 évaluent à 0,9 % la croissance en 2025, et anticipent une accélération à 1,0 % en 2026, à la faveur d'une hausse de la consommation des ménages et de l'investissement privé.

Les mesures de stimulation fiscales annoncées par le gouvernement nippon bénéficient aux perspectives de croissance au Japon, révisées à la hausse par le FMI, à 0,7 % pour 2026 puis 0,6 % pour 2027.

Les anticipations de croissance dans les pays émergents se renforcent légèrement. Le FMI table ainsi sur une hausse, à 4,2 % pour 2026, contre 4,0 % anticipé en octobre 2025. La croissance chinoise bénéficie des mesures de stimulation gouvernementales ainsi que de droits de douane américains moins élevés qu'attendu. Ces facteurs permettent une réévaluation à 5,0 % des estimations du FMI de la croissance chinoise en 2025. L'Inde bénéficie d'un quatrième trimestre dynamique, et d'une révision à la hausse de sa croissance en 2025, à 7,3 %.

Sources : FMI, Insee, Banque de France

Des évolutions contrastées en Asie-Pacifique

En Australie, la croissance a ralenti à +0,4 % au T3 2025, après +0,7 % au trimestre précédent. Le commerce extérieur contribue négativement à la croissance : les exportations ont progressé moins rapidement que les importations (+1,0 % contre +1,5 %). La consommation des ménages a également décéléré (+0,5 % après +0,9 %). L'inflation s'est établie à +3,8 % au T4 2025. L'inflation sous-jacente a légèrement augmenté, atteignant +3,3 %. La RBA a relevé son taux directeur à 3,85 % en janvier 2026, sa première hausse depuis novembre 2023. Le marché du travail demeure résilient, avec un taux de chômage stable à 4,1 % en janvier 2026.

La Nouvelle-Zélande a enregistré une croissance de 1,1 % au T3 2025 (après une contraction de -1,0 % au T2), portée par le rebond de l'industrie manufacturière (+2,2 %). Sur un an, le PIB a progressé de 1,3 %. Le chômage progresse légèrement à 5,4 % au T4 2025. L'inflation s'établit à 3,1 % au T4 2025, son niveau le plus élevé depuis le T2 2024, après +3,0 % au trimestre précédent et ressort légèrement au-dessus des anticipations. En février 2026, la RBNZ a maintenu son taux directeur à 2,25 %.

En Indonésie, la croissance a poursuivi son ralentissement au T4 2025 (+0,86 % après +1,43 %). Il s'agit du troisième trimestre consécutif d'expansion, bien qu'à un rythme plus faible, en raison de perturbations liées aux catastrophes naturelles survenues en novembre à Sumatra. L'activité reste néanmoins soutenue par la forte progression des dépenses publiques (+37,68 %), tandis que le commerce extérieur a pesé sur la croissance : les exportations ont reculé de 1,18 %, alors que les importations ont nettement augmenté (+6,62 %). L'inflation a accéléré à 3,55 % en janvier 2026, atteignant son plus haut niveau depuis mai 2023. La banque centrale a néanmoins maintenu son taux directeur à 4,75 % en février (inchangé depuis septembre 2025), afin de soutenir à l'activité. Le chômage a légèrement progressé à 4,85 % au T3 2025.

Aux Fidji, la croissance devrait atteindre 3,3 % en 2026, portée principalement par le dynamisme du secteur des services. La production aurifère a nettement reculé au T3 2025 (-25,8 %), tandis que la production de bois a fortement progressé (+90,3 %). Les arrivées touristiques ont légèrement progressé (+0,3 % après -0,8 % au T2). L'inflation annuelle demeure négative, à -2,5 % en janvier 2026. Le chômage se stabilise à 4,3 %. La RBF a maintenu son taux directeur à 0,25 % en janvier 2026.

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Statistics Indonesia, Reserve Bank of Fiji, New Zealand Parliament, Asian Development Bank

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : T. BELTRAND ■ Responsable de la rédaction : D. BRUNEL

Rédaction : S. BAUDOUARD